Arrêté n°2025-104

portant désignation du secrétariat des sections disciplinaires de l'université compétentes à l'égard des usagers et à l'égard des enseignants et enseignants chercheurs.

Vu le Code de l'Éducation, notamment son article R.712-28,
Vu les statuts de l'Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines,
Vu la délibération n°2024 CA-2024-078 du conseil d'administration en date du 02 décembre 2024 portant élection du Président de l'université
Vu la délibération n°CAC-2025-001 du Conseil académique plénier de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines en date du 30 janvier 2025, relative à l'élection des membres des sections disciplinaires de l'université ;

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

ARRETE

Article 1

M. Lucien Kownacki, chargé d'affaires juridiques à la Direction des affaires juridiques et institutionnelles, est mis à disposition des sections disciplinaires de l'université (section disciplinaire compétente à l'égard des usagers et usagers et section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants et enseignants chercheurs) en qualité de secrétaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lucien Kownacki, M. Pascal Leprêtre, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles, est mis à disposition des sections disciplinaires de l'université, en qualité de secrétaire.

Article 3

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Président de l'Université de
Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Pr Loïc Jossieran

Président

25 MARS 2025

Arrêté transmis au Recteur, chancelier des universités et affiché le _____ au siège de l'Université pour une période de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours administratif gracieux devant le président de l'université à compter de la date d'affichage de la présente décision,
- soit d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Versailles, ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr